



EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 07/2018 – 15

OBJET : SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC)
Mise à jour du règlement du service

L'An deux mille dix-huit et le **onze du mois de juillet (11.07.2018)** à 19 heures, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 5 juillet 2018, s'est assemblé à la salle des fêtes de Montesquieu, sous la présidence de Monsieur Bernard GARGUY, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. GARGUY Bernard, Président
M. BESIERS Jean-Philippe, 1^{er} Vice-Président
M. HENRYOT Jean-Michel, 2^{ème} Vice-Président
M. BRIOIS Dominique, 3^{ème} Vice-Président
M. CAPAYROU Joël, 4^{ème} Vice-Président
Mme FORNERIS Dominique, 5^{ème} Vice-Présidente
Mme FEAU Annie, 6^{ème} Vice-Présidente
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 7^{ème} Vice-Président
M. BENCE Jean-Marie, 8^{ème} Vice-Président
Mme DELZERS Monique, 9^{ème} Vice-Présidente
M. GIAVARINI Jean-Claude, 10^{ème} Vice-Président
M. LANNES Serge, 12^{ème} Vice-Président

Mme ROBIN Nathalie - M. REMIA Alex - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - M. KOZLOWSKI Eric - M. PONS Michel -
Mme TRESSENS Christiane - M. ANGLES André - Mme GAMBARA Corinne - M. CASSIGNOL Michel - M.
ANDRAL Maurice - Mme MAERTEN Fabienne - M. HENRYOT Jean-Luc - Mme VALETTE Muriel - M. FONTANIE
Pierre - M. CHARLES Patrice - M. JAUBERT Jacques - M. DUPUY Guy - M. LAFONT Hubert - M. GERARDIN
Frédéric - M. SAMAIN Hugues - Mme BERGE Marie-Luce - M. BRAS Jacques - M. DIRAT Gilberte - M.
PREVEDELLO Xavier

CONSEILLERS REPRESENTES :

Mme HURREAU-SAUVET Nadia
Mme CARDONA Muriel
Mme CAMPOURCY Véronique
M. IMBERT Jean-Paul
M. BENECH Robert
Mme GARRIGUES Maité
Mme BAULU Maryse
M. GUILLAMAT Pierre
DELVOLVE
Mme CASTRO Marie
M. DELLAC Patrick
M. DESCAZEUX Robert
M. DESQUINES Philippe
M. FEGNE Jean

a donné procuration à M. M. PONS
a donné procuration à M. S. LANNES
a donné procuration à M. E. KOZLOWSKI
a donné procuration à Mme J. BAJON-ARNAL
a donné procuration à M. JP. BESIERS
a donné procuration à Mme M. VALETTE
a donné procuration à M. HENRYOT Jean-Luc
a donné procuration à Mme MT. VISSIERES-

a donné procuration à M. B. GARGUY
a donné procuration à M. H. SAMAIN
est remplacé par M. C. VIGNAUX, conseiller suppléant
a donné procuration à M. F. GERARDIN
est remplacé par M. M. MASSON, conseiller suppléant

ABSENTS EXCUSES :

Mme ROLLET Colette, 11^{ème} Vice-Présidente
M. VALLES Gérard

ABSENTS NON EXCUSES :

M. CALVI Daniel
M. GARRIGUES Jean-Claude

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un Secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Mr Xavier PREVEDELLO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été délégué pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

La Communauté de Communes Terres des Confluences est compétente en matière d'assainissement non collectif (ANC). Elle réalise en régie ou en prestation les contrôles des installations neuves ou à réhabiliter et les contrôles de l'existant dans le cadre du diagnostic initial ou des ventes immobilières.

Le règlement du SPANC rassemble, dans un document unique, l'ensemble des règles relatives au déroulement des procédures de conception et de contrôle de l'assainissement non collectif.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2224-7, L.2224-8 définissant les missions des services publics d'assainissement non collectif ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2016-09-09-001 en date du 9 septembre 2016 portant création de la Communauté Terres des Confluences par fusion de la Communauté de Communes Terres de Confluences et de la Communauté de Communes Sère-Garonne-Gimone et extension du périmètre fusionné aux communes de Saint-Porquier et La Ville-Dieu-du-Temple au 1er janvier 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 82-2016-11-29-003 en date du 29 novembre 2016 complétant l'arrêté préfectoral n° 82-2016-09-09-001 susvisé ;

Vu la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi « Grenelle 2 » ;

Vu l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif ;

Vu l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu la délibération n°04/2017 – 35 créant le SPANC sur l'ensemble du territoire intercommunal ;

Vu le projet de délibération portant sur l'actualisation des tarifs du SPANC ;

Vu l'avis favorable de la Commission Environnement du 29 juin 2018 pour la mise à jour du règlement du SPANC ;

Vu l'avis favorable du bureau communautaire du 3 juillet 2018.

Considérant la nécessité de mettre à jour le règlement du service, concernant les points suivants :

- Ajout des fiches déclaratives à remplir par les usagers et à déposer avec la demande de contrôle pour inciter les usagers à se renseigner sur leur installation d'assainissement non collectif avant le jour du contrôle,
- Intégration du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) entré en vigueur le 25 mai 2018 (règlement n° 2016/679),
- Sécurisation juridique de la responsabilité du SPANC vis-à-vis des études de sols et du choix de la filière d'assainissement,
- Allongement du délai pour l'envoi du rapport de contrôle dans le cadre des ventes immobilières de 3 semaines au lieu de 15 jours.

Les articles suivants sont modifiés, les autres restants inchangés.

Article 10 : Obligations et responsabilités du SPANC - dossier remis au propriétaire

Le texte en gras est ajouté :

Pour permettre la présentation des projets d'assainissement non collectif et pour faciliter leur examen, le SPANC établit un dossier type destiné aux auteurs de projets (propriétaires et leur mandataire) constitué des documents suivants :

- un formulaire d'informations administratives et générales à fournir sur le projet présenté et à compléter, destiné à préciser notamment l'identité du demandeur, les caractéristiques de l'immeuble (descriptif général et type d'occupation), le lieu d'implantation et son environnement, les ouvrages d'ANC déjà existants (le cas échéant) et les études réalisées ou à réaliser,
- **une fiche de renseignements,**
- **une demande d'autorisation de rejet le cas échéant,**
- un guide d'accompagnement des usagers dans le choix de la filière,
- le présent règlement du Service d'Assainissement Non Collectif et ses annexes.

Ce dossier type est tenu à la disposition des personnes qui en font la demande dans les bureaux du SPANC, sur le site Internet de la Communauté de Communes www.terresdesconfluences.fr et en mairie.

Article 12 : Examen du projet par le SPANC

Le paragraphe suivant est ajouté :

Il revient au propriétaire de réaliser ou de faire réaliser par un prestataire de son choix, une étude de faisabilité de l'assainissement non collectif et de définition de la filière adaptée, afin que la compatibilité du dispositif d'assainissement non collectif choisi avec la nature du sol, les contraintes de terrain et son bon dimensionnement soient assurés.

Cette étude est conseillée car elle assure le bon choix de filière et le bon dimensionnement du dispositif. Elle n'engage en aucun cas la responsabilité de la collectivité en cas de dysfonctionnement. Elle pourra être réalisée préalablement à tous travaux d'un dispositif d'assainissement non collectif.

Article 22 : Contrôle par le SPANC au moment des ventes

Avant la présente modification,

« Toute demande devait être adressée au SPANC par courrier ou mail et devait comporter les informations suivantes :

- le nom, le prénom et les coordonnées du vendeur qui sera destinataire du rapport de visite
- le nom, le prénom et les coordonnées de la personne s'engageant à payer le montant de la redevance,
- l'adresse de l'immeuble à contrôler,
- les références cadastrales de l'immeuble,
- le numéro de téléphone de la personne à contacter pour effectuer la visite. »

Dorénavant, pour permettre la visite du technicien, le SPANC établit un dossier type destiné aux vendeurs, constitué des documents suivants :

- **une fiche de renseignements**
- **une fiche de déclarative de fonctionnement et d'entretien**
- **une autorisation de rejet le cas échéant**
- **le présent règlement du Service d'Assainissement Non Collectif et ses annexes.**

Ce dossier type est tenu à la disposition des personnes qui en font la demande dans les bureaux du SPANC, sur le site Internet de la Communauté de Communes www.terresdesconfluences.fr et en mairie.

Cas n°1 : Lorsque le SPANC possède un rapport de visite de l'installation concernée dont la durée de validité n'a pas expiré (moins de trois ans à compter de la date de visite), il transmet une copie de ce rapport au vendeur.

Cas n°2 : Lorsqu'il n'existe pas de rapport de visite en cours de validité, le SPANC transmet une information sur les conditions de réalisation du contrôle de l'installation, indiquant notamment le montant de la redevance correspondante.

Dans tous les cas, dès réception de la demande de contrôle avec l'ensemble des informations listées ci-dessus, le SPANC propose dans les **10 jours** ouvrés suivants (contre 5 jours avant), au moins une date de visite pouvant avoir lieu dans un délai inférieur à **15 jours** (contre 10 jours avant). Le rapport de visite est transmis dans les **3 semaines** (contre 15 jours avant) suivant la demande de contrôle complète.

Article 31 : Protection des données personnelles

Cet article a été ajouté suite au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) entré en vigueur le 25 mai 2018 :

« Le SPANC gère et traite les données personnelles en conformité avec le règlement européen de protection des données personnelles et la réglementation en vigueur (loi « Informatique et Libertés » de 1978, ...).

La collecte des données personnelles (nom, prénom, adresse de l'utilisateur,...) est strictement nécessaire pour la gestion du SPANC et notamment pour la connaissance globale du parc d'installation d'assainissement non collectif.

Le SPANC s'interdit d'utiliser les données personnelles pour toute autre finalité que celles strictement nécessaires à la gestion de son service.

Les données sont conservées pendant 10 ans afin de s'adapter à la périodicité des contrôles de bon fonctionnement des installations d'assainissement non collectif.

Les usagers du service ont un droit d'accès et un droit de rectification de leurs données personnelles. Ils peuvent faire valoir leur droit ou formuler une réclamation en contactant par mail (services.techniques@terresdesconfluences.fr) le délégué à la protection des données personnelles de la collectivité. »

Annexe 4 : Tarification des contrôles à partir du 1er août 2018

Jusque-là, les tarifs des contrôles suivants étaient appliqués depuis le 1er mai 2017 :

Type de contrôle	Montant de la redevance (en euros) au 1 ^{er} mai 2017
Diagnostic de l'existant Contrôle périodique Contrôle pour une vente immobilière	62 €
Contrôle de conception et d'implantation	125 €
Contrôle de bonne exécution Contre-visite	62 €

A partir du 1er août 2018, les tarifs des contrôles suivants sont appliqués :

Type de contrôle	Montant de la redevance (en euros) au 1 ^{er} août 2018
Diagnostic de l'existant - Contrôle périodique	62 €
Diagnostic de l'existant – Contrôle initial	72 €
Contrôle pour une vente immobilière	125 €
Contrôle de conception et d'implantation	125 €
Contrôle de bonne exécution	62 €

AR PREFECTURE

082-200066322-20180712-DEL07201815-DE

Regu le 12/07/2018

Le règlement de service du SPANC, actuellement en vigueur, est consultable, dans son intégralité, sur le site internet www.terresdesconfluences.fr ou au siège de la Communauté de communes pendant les horaires d'ouverture.

DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré :

- **adopte** les modifications apportées au règlement du SPANC ;
- **dit que** le règlement modifié, qui sera transmis dans son intégralité au contrôle de légalité, entrera en vigueur au 1er août 2018.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Préfecture le : 12/07/2018

Publication le : 12/07/2018

Notification le : Bb

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT,

B. GARGUY



Membres en exercice : 53
Présents : 38
Votants : 49
Adoptée à 47 voix pour
2 abstentions (H. SAMAIN, P. CHARLES)

AR PREFECTURE

082-200066322-20180712-DEL07201815-DE
Regu le 12/07/2018

